L’énergie : dernier facteur de dépendance russo-balte?

Description

L’énergie n’a pas cessé, depuis 1991, de constituer un enjeu considérable pour les relations russo-baltes. Moscou voit dans les ports baltes la voie de sortie idéale pour ses hydrocarbures, tandis que les États baltes importent pétrole et gaz russes pour leur consommation propre et pour les revenus qu’ils tirent du transit. Pourtant, la configuration de ces interdépendances est en train de changer, ce dont témoignent les projets entamés ou discutés.



Les Lituaniens n’ont sans doute pas oublié qu’à quelques mois de la disparition de l’URSS, les autorités soviétiques avaient instauré un blocus énergétique autour du pays en représailles contre sa déclaration d’indépendance: le 13 avril 1990, le Kremlin avait en effet envoyé un ultimatum à Vilnius, l’enjoignant à revenir sur cette déclaration dans un délai de deux jours. Les Lituaniens avaient bien accordé quelques concessions, mais n’avaient pas envisagé de revenir sur l’essentiel. Pourtant, les trois États baltes, que l’on pourrait caractériser notamment par la pauvreté de sous-sols qui ne recèlent pas, hormis en Estonie, de ressources énergétiques, se savaient depuis longtemps déjà dans un état d’extrême dépendance à l’égard des approvisionnements russes en pétrole et en gaz. Si cela ne les a pas empêchés d’être malgré tout les artisans de l’effondrement soviétique, c’est peut-être qu’ils avaient compris que cette dépendance pourrait devenir réciproque, équilibrant de ce fait les relations mutuelles.

La double dépendance des Baltes

En matière de production, les États baltes sont autosuffisants en ce qui concerne l’électricité. Jusqu’à aujourd’hui, la Lituanie assure à elle seule 60 % de la production totale des trois pays[1]. C’est en effet grâce à la centrale nucléaire d’Ignalina qu’elle assure les trois quarts de sa propre consommation et exporte, surtout vers la Lettonie, la Biélorussie et l’enclave russe de Kaliningrad. Mais cette centrale, du même type que celle de Tchernobyl, a accumulé les incidents et subit depuis quelques années la pression insistante de la Commission européenne, qui a fait de sa fermeture un préalable à l’engagement des négociations d’adhésion du pays à l’UE. La nouvelle stratégie énergétique de la Lituanie, adoptée en octobre 1999, prévoit donc le démantèlement progressif de la centrale.



© Céline Bayou

Toutes sources d’énergie confondues, en 1990, l’Estonie produisait elle-même 51 % de l’énergie qu’elle consommait[2], la Lituanie 25 % et la Lettonie 8 %. Le reste était alors importé des pays voisins de l’URSS, en particulier de Russie. La dépendance énergétique s’est un peu réduite depuis, dans un premier temps grâce à une réduction de la consommation,

puis parce que les trois pays ont cherché de nouvelles sources d'approvisionnement.

Par ailleurs, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie restent des économies basées sur le transit : au milieu des années 1990, ces activités d'importations/exportations étaient à l'origine d'un tiers de leurs PIB. Elles savent qu'elles ont tout intérêt à maintenir cette dépendance commerciale qui les lie à la Russie. Les ports baltes sont en effet spécialisés dans l'exportation de produits -notamment énergétiques- russes: en 1995 par exemple, la Russie y aurait fait passer 40 % de ses exportations totales. Depuis, les volumes ont augmenté, à la faveur des évolutions russes, internes et externes; dans le contexte de défaut de paiement dans le pays, puis de chute des cours mondiaux du pétrole et du gaz, Moscou a, par exemple, levé nombre d'obstacles aux exportations de produits pétroliers. Les effets s'en sont fait aussitôt sentir dans les ports baltes, qui ont enregistré une hausse notable des volumes de pétrole et produits dérivés transitant[3], passés de 28,7 millions de tonnes en 1995, à 44,7 en 1997.

La Russie, tributaire des ports baltes

Si les États baltes ont donc tout intérêt à encourager le passage des hydrocarbures russes par leurs territoires, la Russie ne peut pas non plus se passer des ports baltes pour vendre son pétrole.

Le port letton de Ventspils, par exemple, est le deuxième pour l'exportation de pétrole et produits dérivés russes. Sa capacité annuelle de transbordement est de 36 millions de tonnes. Il est suivi par le port de Muuga en Estonie (15 millions de tonnes), celui de Klaipeda en Lituanie (15) et celui de Riga en Lettonie (5). Les ports russes de Kaliningrad et Saint-Pétersbourg n'ont, eux, qu'une capacité de 5 millions de tonnes chacun; le premier, situé dans l'enclave russe, reste difficile d'accès, tandis que le second, aux installations vétustes, se trouve tout à fait au fond du golfe de Finlande et gèle une partie de l'année.

La majeure partie du pétrole russe destiné au port de Ventspils (soit environ 13 % du pétrole russe exporté vers l'Europe occidentale) passe par la raffinerie lituanienne de Mazeikiai, qui contribue notablement à la production industrielle du pays. En paiement du service qu'elle assure, la Lituanie garde 20 % du pétrole qu'elle raffine pour sa consommation.

Les partenaires ne se sont pas accordé de concessions lors de leurs négociations : Moscou exige ainsi que le paiement de ses livraisons soit réalisé en devises fortes et aux prix du marché mondial. A l'inverse, les Baltes n'ont pas accordé de tarifs préférentiels à la Russie pour le transbordement des marchandises qu'elle exporte vers l'Ouest ; elle doit donc amputer ses revenus d'exportation de 0,5 à 1,5 milliard de dollars chaque année.

Si les Baltes jouissent d'une marge de manœuvre au cours de ces transactions (ils peuvent par exemple bloquer les livraisons vers l'Europe occidentale ou vers Kaliningrad), Moscou dispose également d'un certain pouvoir, la Russie ne se privant pas, aujourd'hui encore, d'utiliser certaines méthodes précédemment employées par le régime soviétique: ainsi, elle n'hésite pas à couper ses livraisons lorsque l'attitude de ses clients baltes ne lui convient pas. En 1992 et 1993 par exemple, elle a suspendu ses fournitures de pétrole et réduit, puis interrompu ses livraisons de gaz à la Lituanie; au printemps 1998, elle a réduit les livraisons de pétrole brut à la Lettonie afin de faire pression sur ce pays, accusé d'infliger de mauvais traitements à sa minorité russophone.

Le salut: faire cavalier seul

Les flux énergétiques étant devenus vecteur et instrument de relations russo-baltes très variables, et afin de ne plus subir ces aléas, les différents protagonistes tentent depuis quelques années de mettre en place des stratégies destinées à réduire leurs dépendances[4].

Du côté russe, l'alternative est simple puisqu'il s'agit, pour faire sortir le pétrole et le gaz, soit de construire en Russie de nouveaux ports et terminaux destinés à réduire le coût du transit, soit d'utiliser les structures baltes. Malgré l'avis de tous les experts[5] selon lesquels il reviendrait deux fois moins cher à la Russie d'utiliser les ports baltes, plutôt que de créer de nouvelles installations sur le territoire russe, B. Eltsine, au nom de la « sécurité économique de la Russie », a signé en 1997 un oukase portant sur la construction de nouveaux ports sur la Baltique, à Oust-Louga, Primorsk et Batareïnaïa Boukhta. Le premier devait se spécialiser dans le transport de déchets chimiques, les deux autres dans celui de pétrole et produits dérivés. Ce « projet du siècle », s'il avait inspiré les investisseurs, aurait amené la capacité totale

de l'oblast de Leningrad au double de celle perdue par la Russie en mer Baltique depuis l'effondrement de l'URSS.

Finalement, la construction du port d'Oust-Louga a été suspendue mi-1998, celle de Primorsk, retardée faute d'investissements et celle de Batareïnaïa Boukhta est quasiment achevée. Toutes choses égales par ailleurs, il est devenu évident que le transport du pétrole vers Ventspils ou du mazout vers Muuga revient largement moins cher que vers Primorsk ou Batareïnaïa.

Parallèlement, la Russie n'a de cesse de prendre part aux privatisations, restructurations et modernisations des installations baltes. Plutôt que de se passer des voies baltes, les Russes ont finalement bien compris qu'ils avaient tout intérêt à être partie prenante de leurs actions et à entretenir la concurrence entre eux.

De leur côté les États baltes, inquiets du rôle joué par des firmes russes devenues quasiment incontournables, tentent de mettre en place des partenariats stratégiques avec des compagnies nordiques ou américaines, afin de marginaliser ces investisseurs russes dont ils souhaiteraient ne plus être dépendants[6].

A cet égard, la récente mise en service du terminal pétrolier de Butinge par la Lituanie est emblématique de la situation: elle répond en effet à la volonté lituanienne de réduire sa dépendance vis-à-vis des livraisons de pétrole brut russe, le terminal étant en mesure à la fois d'exporter du pétrole russe et de stocker du pétrole nordique. Elle permet en même temps de concurrencer la Lettonie voisine, puisqu'une partie du pétrole raffiné à Mazeikiai sera détourné de Ventspils vers le port lituanien de Klaipeda.

Enfin, la privatisation, au cours de l'automne, du complexe Mazeikiu Nafta, comprenant le terminal de Butinge, la raffinerie de Mazeikiai et l'oléoduc qui les lie, a provoqué un scandale que le Président lituanien a pris le risque d'assumer en confirmant la vente à la firme américaine Williams de 33 % du complexe, avec une option sur une part majoritaire. Le contrat prévoit que l'État lituanien injecte 350 millions de dollars dans le groupe déficitaire, ce qui a provoqué la démission du Premier ministre lituanien, qui a ainsi dénoncé le coût, trop élevé selon lui, de l'opération. Quelques mois plus tôt, les Russes avaient momentanément interrompu les livraisons de pétrole à Mazeikiai, protestant ainsi contre l'annulation de l'appel d'offres international qui aurait dû permettre à Loukoil de prendre une participation dans le complexe pétrolier !

[1] Northern Dimension, Working Paper, Ministry of Foreign Affairs, Helsinki, avril 1998, pp. 12-13.
[2] CLEMENS W. C. Jr, « The Baltic republics, Russia and Energy: From Dependency to Interdependency? », in SAIS Review, Vol. XIX, n° 1, Winter-Spring 1999.
[3] BRONSTEIN M., « Rossiâ-Baltiâ: problemy neftânogo tranzita », in Estoniâ, juin 1998.
[4] Cette question sera abordée plus en détail par l'auteur dans un article à paraître, in Le courrier des pays de l'Est, n° 1003, mars 2000.
[5] BRONSTEIN M., « Tranzit: ekonomika i politika », in Tranzit, février 1998.
[6] MARIN A., Régionalisation et acteurs transnationaux en Europe nordique-baltique : étude de cas aux marges Nord-Ouest de la Russie, Mémoire de DEA, IEP, septembre 1999, pp. 64-65.

Vignette : Couvercle du réacteur d'un des réacteurs RBMK d'Ignalina (Journal de l'Environnement)

Céline BAYOU

Retour en haut de page

date créée
01/01/2000
Champs de Méta
Auteur-article : Céline BAYOU